

«Les relations économiques, sociales et culturelles deviennent de plus en plus interdépendantes. Il y a de plus en plus d'interdépendance entre les riches et les pauvres, entre les puissants et les faibles, entre le Nord et le Sud et entre l'Est et l'Ouest. Moderniser le pays dans ce sens veut dire qu'il faut l'ouvrir au monde contemporain tout en réaffirmant notre identité.»

Carlos Salinas de Gortari

Pour comprendre le nouveau Mexique, il faut commencer avec l'ancien. Dans une certaine mesure, le Mexique d'aujourd'hui supporte les conséquences des décisions prises dans les années 30. À cette époque, le gouvernement avait adopté des politiques interventionnistes et protectionnistes qui ont amené une expansion du secteur de l'économie appartenant à l'État. Le rôle économique de l'État a pris encore plus d'ampleur avec la découverte d'énormes réserves pétrolières qui laissaient entrevoir d'énormes revenus additionnels pour le gouvernement. C'est la raison pour laquelle la politique de développement du Mexique a été fortement axée sur les dépenses de l'État.

Après l'effondrement des prix du pétrole au début des années 80, le Mexique a été confronté à une dette extérieure

écrasante, à une forte augmentation des dépenses gouvernementales et à de graves pressions inflationnistes, ainsi qu'à un vaste secteur étatisé mais non concurrentiel dont la survie dépendait du protectionnisme. Les années 80 ont été très difficiles. Si la récession de 1981-82 a été ressentie dans l'ensemble du monde industriel, ses effets ont été particulièrement dévastateurs au Mexique. Ce pays est arrivé à une impasse politique, financière et économique en 1982 quand il a annoncé qu'il n'était plus en mesure d'honorer sa dette internationale. On a alors connu une période marquée par une inflation galopante, des déficits budgétaires sans précédent, une dette extérieure paralysante et un manque croissant de confiance envers la devise nationale dévaluée.

Si les années 80 ont commencé dans la crise économique, elles se sont terminées dans l'espoir et le renouveau. En une seule décennie, le Mexique a connu une transformation structurelle importante qui l'a fait passer du déclin à la croissance. L'élément déterminant de cette transformation a été le programme de profondes réformes économiques élaborées au milieu des années 80 et poursuivies énergiquement par Carlos Salinas de Gortari quand il est devenu président du Mexique en 1988 (voir encadré).

Les éléments de la réforme mexicaine

Réduction du taux d'inflation : Le gouvernement a convaincu les entreprises et les syndicats d'accepter un pacte de stabilité et de croissance économique (El Pacto). Dans le cadre de celui-ci, chacun des participants acceptait de s'en tenir à de grandes directives pour l'augmentation des prix et des salaires et à négocier toute exception à ces directives avec une commission de suivi et d'évaluation. Cette approche a permis d'éviter les effets pernecieux imputables à un gel généralisé des prix et des salaires et a permis de procéder à quelques ajustements relatifs des salaires et des prix. Le taux d'inflation du Mexique a pu baisser de 159 p. 100 en 1987 à environ 18,8 p. cent en 1991. On s'attend à ce qu'il se situe entre 13 et 14 p. cent en 1992.

Renégociation de la dette extérieure : Au sommet de la crise, le Mexique consacrait l'équivalent de 6 p. 100 de son PIB au service de la dette extérieure. Afin d'interrompre cette hémorragie, le gouvernement a renégocié et restructuré cette dette. Cela a permis de réduire les obligations du Mexique envers l'étranger d'environ 20 p. 100.

Réduction des déficits du gouvernement : Un ensemble de mesures dont des réductions de dépenses, des réformes fiscales, une simplification du régime d'imposition et l'amélioration du système de recouvrement des impôts ont permis de réduire les déficits budgétaires de l'État. En élargissant sa base fiscale, le gouvernement a pu réduire les taux d'imposition tout en augmentant ses revenus totaux. Le budget fédéral a été strictement respecté et on a réformé le processus d'affectation des ressources publiques.

Déréglementation : Dans le cadre de sa volonté d'ensemble de se retirer de l'économie, le gouvernement mexicain réduit le poids de la réglementation sur les entreprises et simplifie sa réglementation économique.

Libéralisation des relations commerciales : Même avant l'arrivée au pouvoir de Salinas de Gortari, le Mexique avait déjà accepté de mettre fin au protectionnisme. En 1986, il a adhéré à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). La politique de contrôle des importations au moyen de permis a été abandonnée au profit d'un système de tarifs douaniers modérés. La manifestation concrète de l'engagement du Mexique envers la libéralisation commerciale a été l'Accord de libre-échange nord-américain conclu avec les États-Unis et le Canada.